



SECTION  
DE LA  
MOSELLE

## Déclaration liminaire

CTL du 16/12/2021

**1506 !**

**C'**est le chiffre des suppressions d'emplois 2022 à la DGFIP confirmé sans surprise au Comité technique de réseau du 7 décembre puisqu'il était déjà inscrit dans le Contrat d'Objectifs et de Moyens signé la veille du 1er confinement, en Mars 2020, entre le Directeur Général et la direction du Budget.

FO DGFIP, avec les autres organisations syndicales, a refusé de cautionner par sa présence la poursuite d'un plan social qui depuis des années ne dit pas son nom.

Mais cette nouvelle saignée dans les effectifs, pour être annoncée, n'en est pas moins **insupportable** pour les agents et lourde de conséquences pour l'exercice quotidien des missions.

Elle porte ainsi à **20 745** le nombre d'emplois supprimés depuis 2012. On cherchera en vain l'équivalent d'un tel traitement dans le secteur privé ou une poignée d'emploi supprimés déclenche légitimement une émotion largement médiatisée.

Et pourtant, on l'oublie trop souvent : la DGFIP est la 2<sup>e</sup> administration civile de l'État, souvent réduite à ses missions les plus visibles, les plus médiatisées, et elle est encore aujourd'hui mais de moins en moins, et pour combien de temps encore, une des dernières administrations du coin de la rue quand tant d'autres sont parties depuis bien longtemps.

De la facture de crèche aux successions, elle accompagne nos concitoyens à chacune des étapes de leur vie, et finance par son activité et grâce à l'engagement et à la conscience professionnelle de ses agents l'ensemble des politiques publiques.

Elle est aussi l'une de celle qui s'est la plus profondément transformée depuis des décennies.

Elle constitue enfin l'ossature financière de l'État. C'est sans doute pour cela qu'on lui en veut.

Et pourtant exemplaires, les agents de la DGFIP ont une nouvelle fois démontré qu'ils l'étaient en accompagnant hôpitaux et collectivités, et en soutenant les secteurs économiques en difficulté dans cette crise sanitaire qui n'en finit plus !

Les agents continuent de compenser, au prix de la dégradation de leurs conditions de travail, et parfois même au prix de leur santé, les moyens qu'on leur refuse.

Ainsi, le volume des heures écartées et des congés non pris dépasse chaque année le volume des suppressions d'emplois !

Au jour le jour, et partout sur le territoire, ils déploient des trésors d'ingéniosité et de dévouement pour continuer à exercer des missions de service public auxquelles ils sont inconditionnellement attachés.

Mais ils sont désormais, dans tous les services, fatigués, parfois démotivés et souffrent de l'absence de reconnaissance dans laquelle on les enferme.

En Moselle, ce sont **16** emplois qui sont supprimés pour 2022, ce qui porte à **182** les suppressions d'emplois ces 6 dernières années !

FO vous annonce d'ores et déjà un scoop : nous ne serons pas présents au prochain CTL suppression d'emplois ! Peut-être la lassitude d'entendre les directeurs essayer de nous convaincre à quel point ces suppressions sont justifiées, alors qu'ils n'y croient plus eux-même !

Et le déficit va se creuser encore dans les 2 ou 3 prochaines années : 151 agents, voire plus, susceptibles de partir à la retraite !

Et pourtant, de CTL en CTL, nous vous démontrons que vous avez besoin des agents pour supporter toutes les réformes que vous nous imposez :

- des agents pour assurer les permanences
- des agents pour combler les déficits d'emplois
- des agents pour assurer les accueils du public, toujours plus nombreux, malgré les simplifications des démarches administratives
- des agents pour supporter les conséquences sur les usagers de l'externalisation des missions : éditions des avis des sommes à payer dans le Bouzonvillois par exemple, jamais édités, jamais envoyés, mais déjà relancés !
- des agents pour supporter les conséquences des décisions purement politiques comme la suspension de la convention franco luxembourgeoise
- des agents pour répondre à vos propres agents sur les lignes directrices de gestion et toutes les conséquences de la loi de la transformation de la fonction publique
- mais aussi, des agents pour absorber les charges supplémentaires qui nous sont transférées : aujourd'hui les taxes douanières, demain la taxe d'urbanisme, et après-demain ?

La liste pourrait-être plus longue...

Et ce n'est pas la nationalisation des missions, ni le Voxusager – encore une mesure de la qualité de service qui va générer du travail supplémentaire pour les services- qui va améliorer les conditions de travail des agents...Bien au contraire !

**Les agents des finances publiques en ont marre d'être  
exemplaires !**

**Alors, messieurs les décideurs, laissez-nous nos missions et  
rendez-nous nos emplois, parce que nous, on ne s'habitue pas !**